



Arrêt

n° 96 745 du 8 février 2013
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 août 2012 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 10 juillet 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 10 décembre 2012 convoquant les parties à l'audience du 9 janvier 2013.

Entendu, en son rapport, S. GOBERT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me K. ILUNGA loco Me A. KAHLOUN, avocat, et I. MINICUCCI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Vous êtes de nationalité camerounaise, d'ethnie bamiléké et de confession religieuse chrétienne. Originaire de la ville de Bafoussam, vous y vivez et grandissez jusqu'à l'âge de 17 ans. Vous déclarez être homosexuel.

A l'âge de 13 ans, vous étiez déjà amoureux d'un camarade de classe [Y.]. A l'âge de 18 ans, vous partagez votre première relation homosexuelle avec un homme, le dénommé [D.J.D.].

Le 25 décembre 2000, alors que vous êtes accompagné de ce compagnon, vous pénétrez, sans autorisation, la nuit dans un établissement scolaire de la ville de Bafoussam. Vous êtes surpris dans votre intimité sexuelle avec [D.J.D.] par un gardien de l'école. Le gardien vous attrape et vous bat. Votre

compagnon prend la fuite. Ensuite, le gardien vous traîne en dehors de l'école et les bruits de votre bagarre attirent un certain nombre de voisins. Ceux-ci prennent part à la bagarre et vous battent également après qu'ils aient appris que vous étiez homosexuel. Lors de cette bastonnade, votre pied droit est cassé. Vous êtes ensuite emmené au commissariat de police de Bafoussam où vous êtes enfermé dans une cellule avec neuf autres codétenus. Lors de cette détention, vous êtes également giflé par un policier.

Le cinquième jour de votre détention, un homme vient vous trouver et vous demande des nouvelles de votre pied. Il vous invite ensuite à le suivre hors de la cellule où vous étiez détenu. Arrivé à l'extérieur du commissariat de police, un taxi dans lequel votre mère se trouve vous attend. Après être monté dans ce taxi, vous vous rendez immédiatement à la gare routière de Bafoussam. Votre mère vous remet votre extrait d'acte de naissance et vous dit que maintenant, vous êtes un homme. Elle vous dit de partir et de ne plus revenir. Vous vous rendez dans la ville de Yaoundé et vous vous installez dans le quartier Omnisport. Vous travaillez en tant que mécanicien dans différents endroits successifs. Vous expliquez que vos collègues de travail vous soupçonnaient d'être homosexuel parce que vous étiez souvent avec un ami prénommé [L.] originaire de la ville frontalière de Kissio.

Un jour de l'année 2006, [G.], une de vos voisines, dépose son véhicule pour réparation dans le garage où vous travailliez. Elle vous interpelle de manière publique en vous disant qu'elle se rappelle de vous comme étant originaire de Bafoussam. Elle fait également référence à une rumeur entendue selon laquelle vous êtes homosexuel. Suite à cet échange avec votre voisine, sur votre lieu de travail, vous déclarez avoir observé un changement d'attitude de la part de vos collègues. Après cette visite, vous continuez à travailler encore deux semaines et ensuite, vous restez deux mois chez vous. Vous téléphonez à votre ami [L.] pour l'informer de votre situation. Ce dernier vous conseille alors de quitter Yaoundé. Vous décidez de partir pour la Guinée Equatoriale vers la fin de l'année 2006. Arrivé dans la ville de Bata, vous êtes hébergé chez un ressortissant guinéen [T.O.], ami de [L.]. Cet hôte vous trouve également un emploi de mécanicien dans la ville de Bata. A partir du mois de décembre 2007, vous partagez une relation homosexuelle avec [T.]. En mai 2010, votre compagnon vous dit qu'il souhaite interrompre votre relation de couple. La famille de ce dernier souhaite que [T.] se marie et pour ce faire, la famille lui a trouvé sa future épouse. Vous mentionnez ensuite avoir fait l'objet de pressions de la part de [T.] afin que vous quittiez la Guinée Equatoriale. Vous restez encore en Guinée Equatoriale en séjournant chez différents amis jusqu'au mois de septembre 2010.

Vers le 10 septembre 2010, vous retournez au Cameroun par voie terrestre et vous vous rendez immédiatement à Yaoundé. Votre ami [L.] organise votre voyage pour la Belgique et vous présente un accompagnateur de voyage. Vous prenez l'avion au départ de Yaoundé le 11 septembre 2010 et vous arrivez en Belgique le même jour. Le 13 septembre 2010, vous y introduisez une demande d'asile.

Le 17 mars 2011, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire à votre égard. Vous avez introduit un recours contre cette décision de refus auprès du Conseil du contentieux des étrangers qui, dans son arrêt n° 73679 du 20 janvier 2012, a confirmé la décision du Commissariat général.

Le 12 juin 2011, vous introduisez une seconde demande d'asile. À l'appui de cette nouvelle procédure, vous invoquez toujours craindre des persécutions de la part de votre famille et de vos autorités. Vous présentez à cet égard les documents suivants : une convocation, deux avis de recherche, un carnet médical ainsi qu'un courrier rédigé par une avocate camerounaise.

L'analyse approfondie de ces nouveaux éléments a nécessité une audition au Commissariat général le 1er juillet 2012.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

D'emblée, il faut rappeler que lorsqu'un demandeur d'asile introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il avait invoqués en vain lors d'une précédente demande, le respect dû à la chose jugée ou décidée n'autorise pas à remettre en cause les points déjà tranchés dans le

cadre des précédentes demandes d'asile, sous réserve d'un élément de preuve démontrant que si cet élément avait été porté en temps utile à la connaissance de l'autorité qui a pris la décision définitive, la décision eût été, sur ces points déjà tranchés, différente.

En l'occurrence, dans son arrêt n°73679 du 20 janvier 2012, le Conseil du contentieux des étrangers a confirmé la décision de refus du Commissariat général prise lors de la première demande d'asile, en estimant que les faits que vous avez invoqués n'étaient pas crédibles de par ses « nombreuses incohérences, contradictions et invraisemblances qui [...] empêchent de tenir pour établis les faits allégués et pour fondées les craintes énoncées » (Arrêt n°73679 du 20 janvier 2012, p.6).

Ainsi, vos déclarations relatives aux faits de votre première demande ont été considérés non crédibles, tant par le Commissariat général que par le Conseil du contentieux des étrangers. Partant, ni la crainte de persécution, ni le risque de subir des atteintes graves n'étaient fondés dans votre chef.

En conséquence, la question qui se pose en l'espèce est de savoir si les nouveaux éléments que vous avez présentés permettent de restituer à votre récit la crédibilité que le Commissariat général et le Conseil ont estimé faire défaut. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

En effet, en ce qui concerne la convocation de police, le Commissariat général constate tout d'abord qu'il s'agit d'une copie, ce qui rend une authentification impossible, puisque la falsification de tels documents est aisée. Ensuite, ce document comporte des irrégularités qui jettent le discrédit sur son authenticité. Ainsi, l'en-tête de cette convocation ne comprend pas d'adresse postale ou de numéro de téléphone permettant d'identifier sa provenance. De plus, le nom du commissaire est illisible, empêchant de vérifier son identité. En outre, ce document est adressé personnellement à votre mère et ne mentionne aucun motif de convocation. Rien ne prouve de ce fait que cette dernière soit convoquée suite aux problèmes que vous avez connus dans le cadre des faits que vous alléguiez. Ce document ne peut dès lors pas se voir accorder une force probante suffisante pour rétablir, à lui seul, la crédibilité de vos déclarations.

Concernant l'avis de recherche daté du 25 janvier 2001, il s'agit d'une copie illisible. Son authentification est dès lors impossible. Tout le document examiné ci-dessus, cet avis de recherche ne comporte pas d'adresse postale permettant d'identifier sa provenance. Qui plus est, son sceau est illisible. En outre, aucun élément de ce document ne permet de conclure qu'il s'adresse effectivement à votre personne et non pas à un homonyme. En effet, les références à la personne recherchée sont limitées aux seuls noms et prénoms, omettant des données biographiques importantes telles que l'adresse connue ou le lieu de résidence officiel, ou encore une description physique permettant l'identification du concerné.

Ces mêmes constatations peuvent être établies à l'égard du deuxième avis de recherche émis à votre rencontre en date du 31 mars 2012. Par ailleurs, il est à noter que le numéro de votre dossier indiqué sur ce document n'est pas lisible, ce qui jette un doute sur le caractère officiel de ce document.

Concernant le carnet de santé de votre mère, celui-ci n'atteste en rien des craintes de persécutions individuelles et personnelles alléguées à l'appui de votre demande.

Concernant la lettre de l'avocate adressée à votre mère, il indique que votre mère demande une aide juridique en mai 2012 suite aux problèmes que vous avez connus en 2000. Il est invraisemblable que votre mère fasse cette demande près de douze ans après les faits que vous avez invoqués à l'appui de votre demande d'asile. Interrogé à ce sujet, vous expliquez que votre mère s'adresse à une avocate pour se défendre des accusations de sorcellerie portées à son encontre. Vous ajoutez qu'on l'accuse d'être une sorcière à cause de votre homosexualité présumée. Cependant, vos explications ne permettent pas de croire que votre mère soit accusée d'avoir mis au monde un homosexuel douze ans après votre départ du pays. Cette constatation est d'autant plus invraisemblable que, dans cette lettre, il n'est fait aucune allusion aux accusations de sorcellerie dont elle a été victime. Concernant le courrier émanant d'associations venant en aide aux Africains résidant en Belgique, ils ne permettent pas davantage de rétablir la crédibilité de vos propos. En effet, ils indiquent que vous avez entrepris des démarches en 2011 pour retrouver votre famille au Cameroun. Ce qui ne démontre en aucun cas de vous avez subi des persécutions liées à votre homosexualité.

Dès lors, ces nouveaux éléments, de par leur force probante faible, ne sauraient remettre en cause les précédentes décisions prises à votre encontre.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, le Commissariat général constate qu'il reste dans l'ignorance des motifs réels pour lesquels vous avez quitté votre pays et introduit la présente requête. Il est dès lors dans l'impossibilité de conclure à l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

De plus, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire, à savoir la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil »), la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. La requête

3.1 La partie requérante invoque la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la « Convention de Genève »), modifié par l'article 1^{er}, § 2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, des articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'obligation de procéder à un examen particulier et complet de l'espèce et du principe du raisonnable.

3.2 Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à la cause, des pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure.

3.3 En conclusion, la partie requérante demande, à titre principal, de réformer la décision et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou de lui octroyer la protection subsidiaire et, à titre subsidiaire, d'annuler la décision attaquée.

4. Le dépôt de nouveaux documents

4.1 La partie requérante annexe sept nouveaux documents à sa requête, à savoir, une lettre du 7 mai 2012 de Me [T.K.A.], un avis de recherche de mars 2012, un carnet médical, un avis de recherche du 25 janvier 2001, une convocation du 9 janvier 2001, un courrier du 4 juin 2012 de l'asbl VCAF et un courrier du 3 juillet 2012 de l'asbl All-Juste.

4.2 Ces documents figurent déjà au dossier administratif. Ils ne constituent pas de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, §1^{er}, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération en tant que pièces du dossier administratif.

5. Les rétroactes de la demande d'asile

5.1 Dans la présente affaire, la partie requérante a introduit une première demande d'asile en Belgique le 13 septembre 2010, qui a fait l'objet le 15 mars 2011 d'une décision de la partie défenderesse lui refusant la qualité de réfugié et le statut de protection subsidiaire. Cette décision a été confirmée par le Conseil dans son arrêt n°73 679 du 20 janvier 2012 qui a jugé que les faits invoqués par le requérant n'étaient pas établis.

5.2 La partie requérante n'a pas regagné son pays et a introduit une seconde demande d'asile le 12 juin 2012. A l'appui de celle-ci, elle fait valoir les mêmes faits que ceux déjà invoqués lors de sa première demande et soutient que sa mère est accusée de sorcellerie au Cameroun en raison de son homosexualité; à cet effet, elle produit des nouveaux documents, à savoir une convocation, deux avis de recherche, un carnet médical, un courrier rédigé par une avocate camerounaise et trois courriers émanant d'associations venant en aide aux Africains résidant en Belgique.

6. Les motifs de la décision attaquée

6.1 La partie défenderesse constate qu'à l'appui de sa seconde demande d'asile, qui fait l'objet de la décision attaquée, la partie requérante invoque les mêmes événements que ceux qu'elle a déjà fait valoir pour fonder sa première demande. Or, d'une part, elle observe que, dans le cadre de l'examen de cette première demande, le Conseil a confirmé que le récit de la partie requérante n'était pas crédible. D'autre part, elle estime que les nouveaux documents que la partie requérante produit à l'appui de sa seconde demande d'asile pour étayer les événements déjà invoqués dans le cadre de sa première demande ne sont pas de nature à invalider la décision attaquée ni, de manière générale, à établir le bien-fondé des craintes et risques allégués par la partie requérante.

6.2 Le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture des pièces du dossier administratif.

6.3 La décision attaquée développe les différents motifs qui l'amènent à rejeter la demande d'asile de la partie requérante. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

7. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 et sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

7.1 La partie requérante développe essentiellement son argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, relatif au statut de réfugié. Elle sollicite aussi le statut de protection subsidiaire visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 mais sans développer de raisonnement distinct et spécifique pour cette disposition. Le Conseil en conclut que la partie requérante fonde sa demande de protection subsidiaire sur les mêmes faits et motifs que ceux invoqués en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié ; son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confond dès lors avec celle qu'elle développe au regard de l'article 48/3 de la même loi. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

7.2 En outre, à supposer que la requête vise également l'octroi de la protection subsidiaire en application de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne « *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* », le Conseil ne peut que constater qu'elle ne fournit pas le moindre argument ou élément qui permettrait d'établir que la situation au Cameroun correspondrait actuellement à un tel contexte de « *violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* », ni que la partie requérante risquerait de subir pareilles menaces en cas de retour dans ce pays. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations et écrits de la partie requérant aucune indication de l'existence de pareils motifs.

7.3 Le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (*Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, page 51, § 196).

Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les

conditions pour bénéficier de la qualité de réfugié qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général, en cas de rejet de la demande, se limite à exposer les motifs pour lesquels le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il devait rentrer dans son pays d'origine : la question pertinente consiste à apprécier si le demandeur peut convaincre, au vu de ses déclarations et par le biais des informations qu'il communique, qu'il a quitté son pays en raison d'une crainte fondée de persécution ou qu'il a des raisons fondées de craindre d'être persécuté en cas de retour dans son pays.

7.4 Le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

7.5 Le Conseil rappelle enfin que lorsqu'un demandeur introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il a invoqués lors d'une précédente demande, laquelle a déjà fait l'objet d'une décision de refus confirmée par le Conseil, le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause l'appréciation des faits à laquelle a procédé le Conseil dans le cadre de cette demande antérieure, sous réserve de l'invocation d'un nouvel élément établissant que cette évaluation eût été différente s'il avait été porté en temps utile à la connaissance de la partie défenderesse ou du Conseil.

En l'occurrence, dans son arrêt n° 73 679 du 20 janvier 2012, le Conseil a rejeté la première demande d'asile en estimant que les faits invoqués par le requérant n'étaient pas établis. Dans cette mesure, cet arrêt du Conseil est revêtu de l'autorité de la chose jugée.

7.6 Par conséquent, la question qui se pose, en l'espèce, est de savoir si les nouveaux faits invoqués ou les nouveaux documents déposés par la partie requérante lors de l'introduction de sa seconde demande d'asile et venant à l'appui des faits invoqués lors de sa première demande permettent de restituer à son récit la crédibilité que le Conseil a estimé lui faire défaut dans le cadre de l'examen de cette première demande.

7.7 En l'espèce, le Conseil estime que tel n'est pas le cas.

7.7.1 De manière générale, la partie requérante estime que la partie défenderesse aurait pu saisir son centre de documentation et de recherches (ci-après dénommé le « CEDOCA ») pour s'assurer l'authenticité des documents (requête, page 10).

A cet égard, le Conseil rappelle qu'indépendamment de la pertinence de l'examen de leur authenticité, la question qui se pose en réalité est celle de savoir si ces documents permettent d'étayer les faits invoqués par la partie requérante : autrement dit, il importe d'en apprécier la force probante. Le Conseil rappelle qu'en sa qualité de juge de plein contentieux, il apprécie de manière souveraine la valeur ou le caractère probant des pièces et documents qui lui sont soumis.

7.7.2 Ainsi, la partie défenderesse relève différents éléments, notamment l'impossibilité de déterminer sa provenance, qui empêchent d'accorder une force probante suffisante à la convocation du 9 janvier 2001 adressée à la mère du requérant.

La partie requérante estime que le sceau apposé sur la convocation mentionne la provenance exacte de celle-ci, à savoir, la Division Provinciale de la Police Judiciaire de Bafoussam (requête, page 10).

Le Conseil estime qu'indépendamment de la question de sa provenance, le fait que la convocation ne mentionne aucun motif quant à la convocation de la mère du requérant empêche de la lier aux faits

invoqués par le requérant. Elle ne possède dès lors pas la force probante suffisante pour restituer au récit du requérant la crédibilité que le Conseil a estimé lui faire défaut dans le cadre de l'examen de sa première demande d'asile.

7.7.3 Ainsi encore, la partie défenderesse estime notamment que l'avis de recherche du 25 janvier 2001 émis contre le requérant ne contient pas d'élément permettant d'identifier sa provenance ni de savoir s'il s'adresse bien au requérant. Par ailleurs, elle estime que les mêmes constatations valent pour l'avis de recherche de mars 2012 émis contre le requérant et, qu'en plus, le numéro du dossier n'est pas indiqué sur ce document.

La partie requérante estime au contraire que la provenance de ces avis est établie et que l'identité du commissaire est lisible. Elle estime qu'il ne peut pas s'agir d'homonyme étant donné que les deux avis comportent le numéro de la carte d'identité du requérant (requête, page 10).

Le Conseil estime qu'indépendamment de la question de leur provenance, ces deux documents ne permettent pas de restituer au récit du requérant la crédibilité qui lui fait défaut. En effet, dès lors que de tels avis de recherche sont des pièces de procédure, dont il résulte clairement du libellé et du contenu qu'elles sont réservées à un usage interne aux services judiciaires ou de police et qu'elles ne sont dès lors pas destinées à se retrouver entre les mains d'un particulier, il est essentiel de déterminer la manière dont le requérant est entré en leur possession. Or, en l'espèce, celui-ci est extrêmement vague à ce sujet, déclarant qu'une amie de sa mère, madame [A.R.], qui travaille dans la police, les a donnés à sa mère. Néanmoins, le requérant est incapable de préciser de manière plus précise la façon dont cette amie se serait elle-même procuré ces deux avis de recherche, précisant en effet uniquement que ce dernier « a vu un avis de recherche contre [lui] » et que « si elle [le] voyait elle [le] dénonce, soit elle ne fait pas allusion qu'elle [l'] a vu » (dossier administratif, farde deuxième demande, pièce 3, pages 3 à 5 et pièce 8, rubrique 37).

Par conséquent, ces deux avis de recherche ne permettent pas de restituer au récit du requérant la crédibilité que le Conseil a estimé lui faire défaut dans le cadre de l'examen de sa première demande d'asile.

7.7.4 Ainsi de plus, la partie défenderesse estime que le carnet de santé de la mère du requérant n'atteste en rien les craintes de persécutions individuelles et personnelles du requérant.

La partie requérante rappelle que le requérant a précisé lors de son audition que sa mère avait été victime d'agressions physiques et mentales parce qu'elle « serait une sorcière vu qu'elle a donné naissance à un enfant homosexuel ». Elle estime que ces agressions sont établies par le certificat médical et que le lien entre les agressions de la mère et l'homosexualité du requérant n'est pas contesté en l'espèce (requête, pages 8 et 9).

Le Conseil n'est nullement convaincu par ces arguments.

Il constate en effet que le carnet médical de la mère du requérant, qui comporte une partie datée du 9 décembre 2011 signée par le docteur Mbouche et l'autre du 10 décembre 2011 signée par le docteur Jemmy, contient les mots « trauma de la joue gauche » « légère écorchure de la joue (...) suite à un avp », « plaie », « hématome », « trauma crânien modéré post AVP avec plaie buccale » et « va mieux ».

Le Conseil estime que ce carnet médical atteste que la mère du requérant a souffert de certaines blessures en décembre 2011 mais qu'il ne permet nullement, à lui seul, d'établir que ces affections trouvent leur origine dans les persécutions que la partie requérante invoque que sa mère aurait subies suite à son homosexualité. Au vu du manque de crédibilité du récit de la partie requérante, le Conseil estime que ce document ne suffit pas à en restaurer la crédibilité défaillante.

7.7.5 Ainsi en outre, la partie défenderesse relève, en ce qui concerne le courrier de Me [T.K.A.] à la mère du requérant, qu'il est invraisemblable que cette dernière soit accusée d'avoir mis au monde un homosexuel douze ans après le départ du requérant.

La partie requérante explique que la démarche de la mère du requérant s'explique par les violences qu'elle a subies en 2011 et par le fait que l'arrêt n° 73 679 du Conseil refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire (requête, page 9).

Le Conseil n'est pas convaincu par ces arguments.

En effet, il constate que cette lettre ne permet pas de rétablir la crédibilité défaillante du récit de la partie requérante. En effet, non seulement sa provenance et sa fiabilité ne peuvent pas être vérifiées, au vu de l'impossibilité de s'assurer des circonstances dans lesquelles elle a été rédigée, mais en outre elle ne contient pas d'indication susceptible d'établir la réalité des faits que la partie requérante invoque et elle manque du minimum de précision nécessaire pour emporter la conviction que les recherches dont elle dit faire l'objet sont établies, de même que les menaces exercées sur sa mère.

7.7.6 Ainsi enfin, les courriers des 4 juin 2012, 3 juillet 2012 et 6 juillet 2012 de l'asbl VCAF, de l'asbl All-Juste et de l'asbl Amani Africa ne démontrent pas, selon la partie défenderesse, que le requérant aurait subi des persécutions liées à son homosexualité, en ce qu'ils indiquent uniquement que le requérant a entrepris des démarches en 2011 pour retrouver sa famille au Cameroun.

La requête, qui est muette à cet égard, ne rencontre ainsi aucune des objections émises par la décision, auxquelles le Conseil se rallie.

7.8 Au vu des développements qui précèdent, les nouveaux documents qu'a produits la partie requérante pour étayer les motifs de crainte de persécution qu'elle avait déjà formulés dans le cadre de sa précédente demande, ne permettent pas de rétablir la crédibilité de son récit, dont l'absence a déjà été constatée par le Conseil lors de l'examen de sa première demande d'asile. Ces documents ne possèdent pas une force probante telle que le Conseil aurait pris, s'il en avait eu connaissance, une décision différente à l'issue de l'examen de la précédente demande d'asile ; en l'espèce, le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause l'appréciation des faits à laquelle a procédé le Conseil dans le cadre de l'examen de cette demande antérieure.

7.9 Enfin, si la partie requérante rappelle à bon droit que l'absence de crédibilité des déclarations de la partie requérante à l'égard des persécutions elles-mêmes ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence dans son chef d'une crainte d'être persécutée ou d'un risque d'atteinte grave (requête, pages 8 et 9), celle-ci doit être établie à suffisance par les éléments de la cause qui doivent par ailleurs être tenus pour certains, *quod non* en l'espèce, ainsi qu'il vient d'être jugé.

7.10 Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi la partie défenderesse n'aurait pas suffisamment motivé sa décision ou aurait violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête.

7.11 En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la même loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

8. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée.

Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit février deux mille treize par :

Mme S. GOBERT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

S. GOBERT